

INTERNATIONAL

Pour que crève une bonne fois pour toute la Françafrique !

page 5

DOSSIER

Journée internationale pour le droit à l'avortement : Nos corps, nos choix !

page 6

VIE DU PARTI

Les Rencontres d'été révolutionnaires du NPA : un succès politique et militant

page 8

NPA JEUNES

Jeunesse : le gouvernement ne nous fera pas marcher au pas !

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

05 • SEPTEMBRE 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



**NI
PROVOCATIONS
RACISTES,**

**NI
CONFÉRENCE SOCIALE
BIDON,**

**FAISONS L'ACTUALITÉ
PAR NOS LUTTES !**

ÉDITORIAL

**Séisme au Maroc,
inondations en Libye :
phénomènes naturels
mais catastrophes
sociales**

**MAROC : NOTRE SOLIDARITÉ ET
NOTRE COLÈRE, LA FAUSSE PITIÉ
EN HAUT LIEU**

Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 septembre, un tremblement de terre a frappé le Maroc. Le bilan humain de la catastrophe est déjà de plus de 2 900 morts dans tout le pays et dépasse les 5 500 blessés. Le bilan final pourrait être beaucoup plus lourd : les destructions matérielles, les glissements de terrain dans les zones montagneuses de l'Atlas, les infrastructures endommagées, tout cela va aggraver les conditions de survie de dizaines de milliers de familles marocaines. Face à cette immense tragédie, nous sommes nombreux et nombreuses à penser à nos amis, à nos proches ou à nos collègues qui sont frappés.

Les trémolos hypocrites de Jordan Bardella, président du Rassemblement national, ne l'empêchent pas de développer sa propagande anti-immigrés et islamophobe. Macron de même, qui se dit « bouleversé » mais semble ouvert à un nauséabond référendum sur l'immigration. Les mines tristes sont trompeuses et ne coûtent pas cher !

Et l'aide humanitaire non plus, en réalité. Elle est nécessaire et urgente, mais combien pèsent les quelques millions d'euros débloqués pour aider la population face aux profits que les grands groupes de France et d'ailleurs réalisent sur son dos, sous la protection du régime ? La fortune personnelle du roi du Maroc, qui ne représente au fond que le pourboire laissé au garde-chiourme en chef, est évaluée à six milliards d'euros.

Il était impossible de prévoir la force du séisme, sa date et le lieu exact de son épicentre. Mais de tels séismes ne frappent pas

SUITE PAGE 2 >>

Séisme au Maroc, inondations en Libye : phénomènes naturels mais catastrophes sociales

À vos marges... Prêts ? Profitez !
Ça crève les yeux : le besoin d'un tous ensemble pour les salaires !

Ce gouvernement fait les poubelles de l'extrême droite
Tandis que la politique de Macron est sifflée, la gauche politique et syndicale se met à table

FRANÇAÏRIQUE
La Françaïrique ébranlée, mais pas la main basse des puissances impérialistes sur l'Afrique
La face gauche de la Françaïrique
Pour que crève une bonne fois pour toute la Françaïrique !

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT : NOS CORPS, NOS CHOIX
Droit à l'avortement : où en est-on dans le monde ?
Le droit à l'IVG : un combat permanent
Avortement : nos dirigeants jouent aux cons... titutions

PSA Mulhouse : une rentrée sous tension
Une rentrée scolaire sous le signe de la pénurie : des enseignants réagissent
Valdunes : la colère ouvrière gronde
Un service d'urgence sur deux fermé cet été et un gouvernement qui devrait fermer sa g...
Répression patronale et gouvernementale : on fait face !

Les Rencontres d'été révolutionnaires du NPA : un succès politique et militant
Contre l'Europe du capital : urgence révolution !
Toutes et tous à Grenade !
Camp d'été du RSO en Brandebourg

L'autre moitié du monde, Laurine ROUX
Vivre avec ChatGPT, Alexandre Gefen

Jeunesse : le gouvernement ne nous fera pas marcher au pas !
Facs ouvertes aux enfants d'ouvriers !

RÉVOLUTIONNAIRES NUMÉRO 5 • SEPTEMBRE 2023 • 2 EUROS
ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET
DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU
CPPAP 0525 P 11528
NUMÉRO ISSN 2970-6548
TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES
IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TEL. : 01 49 63 66 66

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL • 12/09/2023

aussi durement riches et pauvres. Les techniques de construction antisismiques, les exercices de prévention sont aujourd'hui extrêmement perfectionnés. Mais dans les régions les plus pauvres d'un pays où toute une partie de la population n'était même pas branchée à l'eau courante il y a encore cinq ans, de telles mesures apparaissent comme un luxe. Et l'essentiel, ce sont les hôtels... de luxe, qui font marcher le tourisme. Eux sont construits aux normes antisismiques.

LIBYE : UN PAYS RAVAGÉ PAR LES GRANDES PUISSANCES

Pratiquement au même moment, après avoir violemment balayé la Grèce, la Bulgarie et la Turquie où 27 personnes ont été tuées, la tempête Daniel a atteint la Libye dimanche 9 septembre. La ville de Derna, dans l'est du pays, a été submergée par la rupture de deux barrages. La Croix-Rouge anticipe des milliers de morts parmi les 10 000 disparus.

Macron a exprimé sa « solidarité avec le peuple libyen » et le porte-parole du département d'État américain sa « sympathie et ses condoléances ». Quelle hypocrisie de la part de ces dirigeants de deux grandes puissances qui ont bombardé le pays en 2011, avant de le plonger dans le chaos ! Ils prétendaient alors agir pour renverser le régime barbare de Kadhafi, avec lequel ils avaient pourtant commercé pendant des années - et auquel ils avaient même sous-traité leur sale besogne de garde-frontière chargé de parquer les candidats à l'émigration. Menée pour menacer le peuple libyen et tous les peuples de la région qui s'étaient soulevés lors des révolutions arabes, cette intervention impérialiste a semé le chaos dans tout le pays qui, depuis, est déchiré entre des seigneurs de guerre qui recherchent et obtiennent l'appui de pays riches, dont la France, en monnayant le pétrole et la rétention des migrants subsahariens qui voudraient rejoindre l'Europe mais sont réduits à une vie d'esclavage. Guerres et chaos viennent donc s'ajouter aux mêmes maux qui, dans tous les pays pauvres, aggravent les conséquences des catastrophes naturelles. Et inutile de dire que voler au secours des populations sinistrées n'est ni dans les préoccupations des généraux qui se déchirent la Libye, ni dans celles des puissances impérialistes.

SOLIDARITÉ HUMANITAIRE, SOLIDARITÉ DE CLASSE

L'émotion face aux drames qui viennent de survenir permet à une certaine solidarité internationale de s'exprimer. Mais passé le premier choc, que restera-t-il ? C'est un champ de ruines sans fin qui menace. Et ni l'aide des États (chiche de toute façon), ni les dons privés, ne suffiront. Reconstruire au plus vite des taudis, voire simplement entasser les gens sous des tentes pour une durée indéterminée, verrouiller en même temps toujours plus les frontières alors que l'Europe pourrait accueillir les réfugiés qui le souhaitent, et surtout s'arranger pour que les affaires reprennent au plus vite, voilà les seuls soucis des bourgeoisies des différents pays. Les travailleurs du monde entier ont bien mieux à offrir en solidarité aux peuples marocain et libyen : travailler tous ensemble, quelle que soit notre nationalité ou notre religion, à rebâtir un monde débarrassé des frontières et du capitalisme.

05 - SEPTEMBRE 2023 - LE JOURNAL DU NPA
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

INFLATION À VOS MARGES... PRÊTS ? PROFITEZ !

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, se gargarise que le pic de l'inflation serait derrière nous, qu'il y aurait reflux, alors que l'Insee indique une inflation sur un an de 4,3 % en juillet mais de 4,8 % en août. Devant l'évidence que les prix flambent, et la colère avec, Bruno Le Maire a dégainé le 31 août deux mesures. L'une est l'annonce avec fracas du blocage des prix de 5000 produits. En réalité, juste l'extension des « paniers anti-inflation » mis en place au printemps, ces sélections de produits à bas prix sur lesquels les distributeurs ne réalisent que peu, voire pas de bénéfices. Bref, la « promo » qui ne coûte pas cher ! L'autre consiste à engager la grande distribution à répercuter les baisses de prix de ses fournisseurs : façon d'avouer qu'elle empochait la différence jusque-là. Comble du culot du ministre : il fait les gros yeux à ses amis producteurs pour leurs pratiques dites de « Shrinkflation » (de l'anglais to shrink, rétrécir), opération frauduleuse qui consiste à en mettre moins dans l'emballage (dix ou cent grammes de moins, c'est selon) tout en augmentant le prix. Moins pour plus cher !

L'an dernier, quand le cours des matières premières a flambé, les industriels ont vendu plus cher aux distributeurs, qui ont bien sûr répercuté sur les clients. Mais quand les mêmes cours du blé, du tournesol, du pétrole ou encore du fret maritime ont chuté cette année, tirant à la baisse les coûts des producteurs et boostant leurs marges, pas question pour les distributeurs de ne pas rafler une part du gâteau. D'où ces après négociations commerciales, entre industriels et distributeurs, pour se partager le butin. Avec Le Maire en arbitre favorable aux deux camps ! Réjouissances de la concurrence capitaliste qui ne fera pas baisser les prix !

C'est ainsi que les queues s'allongent aux Restos du Cœur, au point de faire sauter la banque. Dur de se rappeler la Chanson des Restos de 1986 : « Aujourd'hui, on n'a plus le droit/Ni d'avoir faim, ni d'avoir froid... » Mais elle donne envie de lutter, contre tous ces enfoirés !

PAR BASTIEN THOMAS • 11/09/2023

SALAIRES Ça crève les yeux : le besoin d'un tous ensemble pour les salaires !

Tout le monde le voit, tout le monde le vit (très mal) : les prix augmentent bien plus vite que nos salaires, nos pensions ou allocations. Les chiffres officiels sont sous-estimés, car ils ne tiennent pas compte des hausses spectaculaires des produits de base de nos budgets (sucre +50 %, carburant à plus de 2 euros le litre - et comment pourrions-nous être rassurés par la promesse récente de TotalEnergies de ne pas dépasser... 1,99 euros à la pompe ?). Brutale chute de notre niveau de vie, ces deux dernières années, et colère qui monte chez des millions de travailleurs et travailleuses qui en ont tout simplement marre des privations et des angoisses de fins de mois qui durent 15, 20 ou même 30 jours.

Mais pendant que notre colère légitime alimente le moteur à explosion, les partis de gauche et direction syndicales vont « tranquillou » leur petit bonhomme de chemin, à aller discuter avec Macron. Certes, se dessine la perspective d'une journée syndicale de « mobilisation » le 13 octobre... encore dans un gros brouillard : journée de manifestation ? Journée de grève ? Avec ou sans lendemain ? Dans un contexte pourtant alarmant d'appauvrissement général lié à l'inflation, où les Restos du Cœur craquent sous la demande, où les SDF peuplent les rues, c'est le silence radio, du côté des directions syndicales et politiques de gauche, sur la nécessité d'une ba-

taille de l'ensemble du monde du travail, avec ou sans emploi, jeunes et retraités sur les salaires et les revenus. Sa préparation sérieuse, selon nous, est pourtant à l'ordre du jour.

UN PLAN DE BATAILLE

Qui aujourd'hui peut prétendre qu'une augmentation générale des salaires de 400 euros, un revenu minimum de 2000 euros pour tous les salaires, pensions et allocations, avec des revenus qui suivraient automatiquement les prix, ne sont pas une exigence vitale ? C'est un « kit de survie » ! Mais qui peut croire que nous pourrions l'arracher, en même temps que des services publics de santé et d'éducation de qualité et gratuits et bien d'autres choses, autrement que par une mobilisation générale, disons clairement une grève générale ? Lançons le débat partout où nous le pouvons, organisons-nous pour en discuter sur nos lieux de travail, nos quartiers, nos lieux d'études et dans nos organisations syndicales aussi : il est temps de se préparer à l'offensive pour imposer de vivre, et pas survivre.

PAR XAVIER CHIARELLI • 12/09/2023



Ce gouvernement fait les poubelles de l'extrême droite

Avec cette « note de service » interdisant le port de l'abaya et des qamis dans les établissements scolaires, le nouveau ministre de l'Éducation et son chef Macron ont fait leur rentrée sous le signe du racisme et de l'islamophobie. Lors d'une interview réalisée sur la chaîne du youtubeur HugoDécrypte le 4 septembre, Macron n'a pas hésité à faire le lien avec le terrorisme islamiste : « Nous vivons aussi dans notre société avec une minorité, des gens qui, détournant une religion, viennent défier la République et la laïcité. Ça a parfois donné le pire. On ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas eu d'attentats terroristes et Samuel Paty ». Odieux amalgame ! En juin dernier, le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, dénonçait de son côté le port de l'abaya comme façon de « tester les défenses immunitaires de la nation ». En désignant les jeunes filles qui la portent comme des virus ou des parasites ? En écho à une vieille rhétorique de l'extrême droite caractérisant les juifs comme des « corps étrangers » à la population française ? Macron et Bardella fouillent dans les mêmes poubelles de l'histoire.

Voilà aussi le vieux refrain de l'uniforme à l'école. Le RN est à fond pour, Louis Aliot, le maire de Perpignan aussi. Attal parle d'« expérimentation », Macron « de tenue unique », de « jeans, tee-shirt, veste »... Espérons qu'ils ne vont pas nous imposer le style d'une des écoles privées les plus chics de Paris, l'École Alsacienne, où Attal a fait sa scolarité ! Et attention, un uniforme peut en cacher un autre, car avec la généralisation du SNU (nouvelle formule de service militaire), gare au vert kaki pour les lycéens, en plus du bleu marine.

Et puis toujours la rengaine d'un référendum sur l'immigration ! Dans sa lettre aux partis politiques réunis avec lui à Saint-Denis,

Macron a annoncé que « la question de l'immigration sera traitée d'une part au parlement dès cet automne au travers du projet de loi du gouvernement, d'autre part à travers la question du référendum et des changements de la constitution éventuels précédemment évoqués ».

Un référendum sur l'immigration ? Tiens donc : c'est précisément ce qu'a défendu Jordan Bardella, toujours à Saint-Denis avec Macron. Il a même suggéré qu'il se tienne au même moment que les élections européennes de juin 2024. Au petit jeu du « dis-moi oui, dis-moi non... » et sans être champion en droit constitutionnel, on sait que l'embrouille réside dans la question. Sommes-nous pour un monde sans barbelés ni frontières, où toutes et tous nous pourrions circuler et vivre dignement de notre travail ? Réponse : « oui » ! Mais quelles questions seront posées par Bardella et Macron ?

La loi « immigration », le hochet agité par Darmanin depuis un an, n'a pas pu être votée, essentiellement en raison de la mobilisation sur les retraites. Le gouvernement est pris entre deux feux : d'un côté une « régularisation dans les métiers en tension », pour satisfaire les intérêts du patronat qui veut disposer de la main-d'œuvre qualifiée plus pérenne qui lui fait défaut dans certains secteurs, et de l'autre un rejet de toute régularisation qui lui assurerait le soutien des Républicains au parlement pour une éventuelle majorité.

En attendant, Élysée et Matignon rivalisent dans le lancer de bombes puantes racistes et xénophobes. Manœuvres indignes de diversion ! Pour masquer le désastre d'une politique au service des patrons du CAC 40. De l'air, de l'air, parlons plutôt salaires !

PAR MARIE DAROUEIN • 11/09/2023

POLITIQUE TANDIS QUE LA POLITIQUE DE MACRON EST SIFFLÉE, LA GAUCHE POLITIQUE ET SYNDICALE SE MET À TABLE

Le clou de la rentrée, avant les huées et sifflets contre Macron à l'ouverture de la Coupe du monde de rugby, est probablement cette folle nuit macroniste à Saint-Denis, du 30 août au 1^{er} septembre, qui a rassemblé, autour du président, les leaders du RN (extrême droite lepéniste), de LR (droite de Ciotti), de Renaissance (macronistes), du Modem (de Bayrou) et d'Horizons (d'Édouard Philippe, par ailleurs invité à la Fête de l'Humanité !), et les partis de la Nupes (PS, Verts, LFI et PCF) dont on ne sait jusqu'où ils sont encore liés !

Tous rassemblés par Macron sous le signe de l'unité de la nation, de l'augmentation du budget militaire, de l'ouverture d'un dialogue politique et social - et d'un dîner ! - dans l'ancienne abbaye royale de Saint-Denis. « Ils se sont parlé... courtoisement ! » disent les médias. Toute la gauche institutionnelle, qu'elle soit politique ou syndicale, a répondu à l'appel, prétextant que l'essentiel était de défendre son point de vue. Dans le même temps, les responsables syndicaux se rendaient aux tête-à-tête avec Macron, fiers de rouvrir ainsi un « dialogue social » avec des « corps intermédiaires » ressuscités, c'est-à-dire ces interlocuteurs que le président n'avait pas trouvés chez les Gilets jaunes et n'est pas en passe de trouver chez les jeunes de banlieue. Macron est ainsi encouragé à organiser un

nouveau grand bla-bla : une « conférence sociale » en octobre... dont il ne sortira rien qui soit dans l'intérêt des classes populaires. Car pour ce faire, il lui faudrait s'en prendre aux intérêts de capitalistes dont il est l'homme de main.

MENSONGES DES VOIES ÉLECTORALES ET DU DIALOGUE SOCIAL...

La gauche politique et syndicale, de la Nupes à la CGT, refait à Macron la proposition d'un référendum sur les retraites. On a pourtant vu pendant la bataille des retraites comment les joujoux institutionnels et « mille et une astuces » réglementaires du genre 49.3 éliminent tout débat dit démocratique. Cette loi scélérate allongeant la durée de travail de deux ans doit être abrogée,

et elle le sera, mais pas sans nos luttes et nos grèves ! Pourtant, à gauche, on reste décidément surtout fan des élections et on est dans les starting-blocks pour la présidentielle de 2027, à la recherche d'une alliance électorale pour « battre l'extrême droite »... tout en se battant chacun pour la place ! S'allier dans l'action militante contre les sales coups de petits fachos qui se multiplient - également sous forme de violences d'une police qui en est truffée - est certainement une nécessité. Mais les victoires électorales de la gauche contre l'extrême droite, merci on a vu. On n'a pas oublié les politiques anti-ouvrières que la gauche a menées au pouvoir, écœurant les travailleurs au point d'en encourager une partie à un vote sanction, en faveur des Le Pen !

« APAISER LA COLÈRE », OU PLUTÔT L'ENCOURAGER ET L'AIDER À S'ORGANISER ?

Par ailleurs, est-il possible, comme la dirigeante de la CGT Sophie Binet, au sortir de son entretien avec Macron, de souhaiter « apaiser la colère et tourner la page » ? De souhaiter « remettre en cause l'inégale réparti-

tion des richesses entre le capital et le travail » par la discussion ? Croire qu'on peut négocier avec le patronat une « autre politique industrielle » ? La dureté de la période confirme l'irréductibilité des contradictions de classes, et la nécessité de la lutte de classe.

L'unité du monde du travail est nécessaire, contre le patronat, contre les gouvernements qui le servent, contre la droite et l'extrême droite et les arriérations réactionnaires, racistes et sexistes qu'ils charrient. Mais rien à voir avec des cartels électoraux. Cette unité se fera dans la poursuite de nos luttes, dans leur amplification et leur radicalisation. Dans leur organisation aussi, démocratique, de grève aux grévistes, jusqu'à la remise en cause par la classe ouvrière mobilisée de la propriété capitaliste et des pouvoirs qu'elle donne à une infime minorité. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons et nous sommes des millions !

PAR MICHELLE VERDIER • 12/09/2023

FRANÇAFRIQUE

La Françafrique ébranlée, mais pas la main basse des puissances impérialistes sur l'Afrique

L'« épidémie de putschs » continue en Afrique de l'Ouest et centrale. Après le Niger, au tour du Gabon d'Ali Bongo renversé par le commandant de sa garde personnelle. Cinq coups d'État en trois ans dans les anciennes colonies françaises dotées de régimes fidèles à l'impérialisme français. Et, après le Mali et le Burkina Faso, le Niger exige à son tour le retrait des troupes françaises. C'est ballot pour un pays qui devait être la nouvelle place forte de l'armée française au Sahel ! Le mépris de Macron – « on vit chez les fous ! », aurait-il déclaré devant des ambassadeurs – ne suffit pas à cacher une forme de panique en haut lieu. Que se passe-t-il au royaume pourri de la Françafrique ?

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS PRIS POUR CIBLE ? UNE COLÈRE PLUS QUE LÉGITIME !

La France s'offusque de ces coups d'État et ressort la vieille carte de la « défense de la démocratie ». Certains perdent la mémoire avec la chaleur... aidons-les : n'est-ce pas Emmanuel Macron qui se trouvait en 2021 aux funérailles d'Idriss Déby, dictateur du Tchad arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1990, sauvé par les avions de chasse français il y a quatre ans et dont la France constitue l'assurance-vie du régime depuis toujours, contre le fait d'être le gendarme de la région ? Lui qui a adoubé par la même occasion le fils Déby, général de son état, et approuvé son coup d'État pour prendre la succession de son père. L'uniforme militaire sent moins le souffre quand il est garant des intérêts français !

Dernier prétexte en date pour maintenir la mainmise de la France sur ce qu'elle considère comme son « pré carré » : la guerre « contre le terrorisme » qui a légitimé l'envoi de soldats français au Sahel depuis 2013. Une guerre avec son lot d'exactions, qui renforce le terreau sur lequel groupes terroristes ou autres milices armées se construisent pour opprimer les populations sur place, prises en étau au milieu des affrontements. Sous couvert d'une intervention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), c'est aujourd'hui d'une nouvelle guerre que Macron menace la population nigérienne (sans que personne ne soit prêt à le suivre, il est vrai). Une guerre prétendument pour rétablir la « stabilité » ? Mais quelle « stabilité » ? Celle de régimes à la

LE GÉNÉRAL BRICE OLIGUI NGUEMA PORTÉ EN TRIOMPHE PAR SES HOMMES.
GABON, AOÛT 2023 | CAPTURE D'ÉCRAN DE LA TV GABONAISE GABON 24



botte de l'impérialisme, qui affament les populations locales pour enrichir les poches des dictateurs locaux et, surtout de la bourgeoisie internationale.

En la matière, l'ancienne puissance coloniale française et ses entreprises restent plus que bien placées. L'extraction au Gabon du manganèse ? Eramet ! La bière servie partout sous de prétendues marques locales ? Castel ! Le pillage de l'uranium nigérien ? Orano (ex-Areva) ! Quant à Total, après avoir allègrement exploité le golfe de Guinée, la multinationale lorgne maintenant sur les richesses naturelles de l'Ouganda à travers son mégaprojet pétrolier Eacop. Ce qui provoquera le déplacement de plus de 100 000 personnes et la destruction de l'environnement local.

Tout cela avec le soutien appuyé de l'autocrate Museveni – au pouvoir depuis 1986 – et main dans la main avec l'ambassade française locale... remplie d'anciens salariés de Total. Et, si Bolloré a vendu en 2022 ses ports et infrastructures en Afrique à un armateur italo-suisse, le groupe part avec les poches alourdies de la bagatelle de 5,9 milliards d'euros : un montant qui laisse imaginer la taille des profits réalisés pendant des années.

Quand Catherine Collona, la ministre des Affaires étrangères, déclare que la « Françafrique est morte depuis longtemps » et que la colère contre la France ne serait qu'une « tentation populiste », la ficelle est grosse... Bien au contraire, cette colère est plus que lé-

gitime. Disons-le haut et fort : troupes françaises, hors d'Afrique !

EN FINIR VRAIMENT AVEC LA FRANÇAFRIQUE ET L'IMPÉRIALISME !

Les militaires désormais au pouvoir au Niger, à l'instar de leurs homologues au Mali ou au Burkina Faso, cherchent aujourd'hui à prendre la tête de cette colère contre la France et les dictatures corrompues pour légitimer leur coup de force. Mais ceux qui se parent aujourd'hui des habits du changement sont ceux qui hier encore étaient les hommes forts de ces régimes détestés. Ils restent des garants fidèles de l'ordre social et de la domination impérialiste sur place... quitte à chercher l'appui d'un autre maître que l'ancienne puissance coloniale. Si la Russie ou la Chine cherchent à pousser leurs pions sur place, les États-Unis, eux, y ont déjà leurs troupes, avec plus de 1 000 hommes au Niger, en plus des 4 000 à Djibouti, leurs deux principales bases en Afrique. Dans ce grand Monopole impérialiste et ce rabattage des cartes, alors que les dirigeants français criaient au putsch, Victoria Nusland, secrétaire d'État adjointe de la diplomatie américaine, s'est pour sa part rendue dès le 6 août à Niamey rencontrer le numéro deux du pouvoir putschiste nigérien, le général Moussa Salaou Barmou, formé aux écoles supérieures d'officiers... aux États-Unis.

Même déstabilisé, l'impérialisme français n'est pas encore « dégage » d'Afrique : il n'aura probablement pas grande difficulté à s'acoquiner avec le général Oligui Nguema tant celui-ci incarne la continuité du « système Bongo » au Gabon. Et la France garde des alliés fidèles – de Paul Biya au Cameroun à Mahamat Idriss Déby au Tchad – et, tout en jurant à « la fin de la Françafrique », cherche d'ores et déjà à repositionner ses troupes d'un pays à l'autre.

Pour changer réellement leur sort, les travailleurs de la région auront besoin de bien autre chose que de pseudo-sauveurs en treillis militaire ou d'un nouveau maître impérialiste. Les exploités d'Afrique de l'Ouest et centrale devront prendre eux-mêmes leurs affaires en main et compter sur leur propre force collective : un combat de nos frères et sœurs de classe qui est aussi le nôtre.

PAR BORIS LETO • 12/09/2023

LA FACE GAUCHE DE LA FRANÇAFRIQUE

À gauche, c'est à Hollande que revient le pompon, lui qui avait enclenché l'opération Serval au Mali, ancêtre de Barkhane, de ses bavures et de son échec. Le voilà qui reproche à Macron d'avoir manqué de fermeté dès le premier coup d'État au Mali. Que veut-il ? Quelques milliers de militaires de plus ? Le rappel des troupes du Tchad comme il avait fait, lui, en 2013 pour le nord du Mali ?

Plus modéré, le PCF regrette aussi l'incurie de la politique française en Afrique, tout en saluant nos soldats pour leur efficacité à évacuer les ressortissants français. Il faudrait, pour éviter les erreurs du passé, quelque aides budgétaires à ces pays fournisseurs de notre uranium, qu'il y ait moins de misère. Mais ne pas oublier, insistait encore Fabien Roussel le 25 août dernier, de « renforcer nos frontières », car « partout les Français doivent se sentir en sécurité ». Des fois que la misère de l'Afrique ne vienne jusqu'à nous, franchissant malgré Frontex des « frontières passoires », peut-être ?

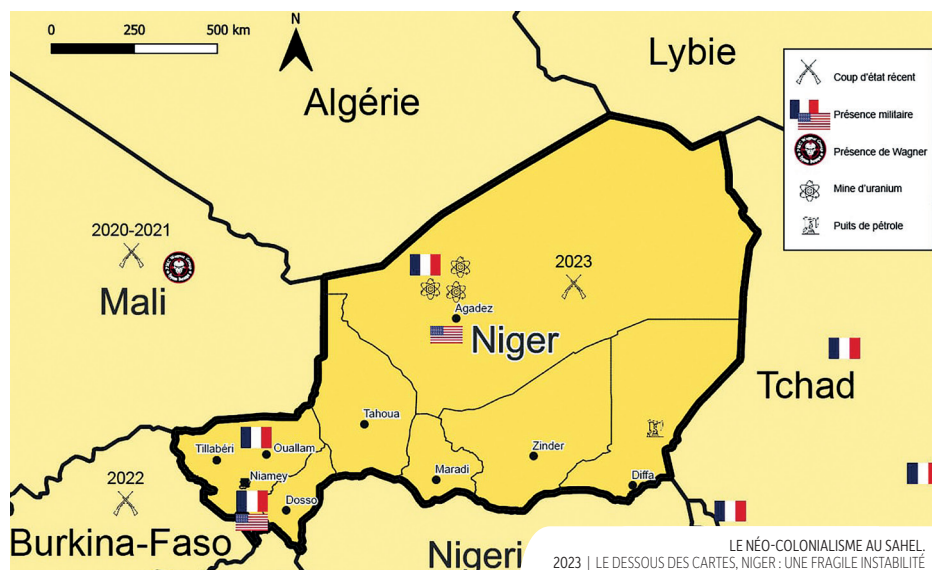
Pour Mélenchon et la FI – dans une tribune au journal Le Monde – c'est « la baisse de nos effectifs diplomatiques » qui a fait qu'on n'a pas vu venir les coups d'État. Quelques emplois supplémentaires d'ambassadeurs et d'attachés militaires en perspective : on est social quand on est de gauche. Mais ce qui semble chagriner notre France insoumise c'est que « la France se déshonore », elle qui « est appréciée et bien accueillie quand elle se montre égalitaire ». On se demande bien quand ? Sans oublier les envolées lyriques de Mélenchon sur la grandeur de cette France « présente sur cinq continents » et « deuxième territoire maritime du monde »... (grâce aux confettis de son empire colonial) !

PAR O.B. • 11/09/2023

www.nouveaupartiantcapitaliste.fr



>> PLUS
D'ARTICLES
SUR LE SITE



Pour que crève une bonne fois pour toute la Françafrique !

C'est par quelques vagues promesses aux retraités, tout en repoussant aux calendes grecques une transition à un pouvoir civil, que le nouveau pouvoir militaire au Gabon a inauguré son mandat. Il faut bien donner le change face à une situation sociale qui n'a cessé de se dégrader. Les longues files de retraités devant les caisses et les manifestations pour réclamer des pensions qui ne viennent jamais sous prétexte de manque de fonds, étaient monnaie courante. Encore le 4 juillet dernier devant le siège du Premier ministre, à Libreville : « Si nous n'avons pas de réponse, ça ne nous gênerait pas de pouvoir dormir ici, parce que, dans ce mouvement, nous avons prévu des nattes et de l'eau », déclarait alors un syndicaliste. La question est d'autant plus sensible que les retraités en question (ceux qui ont au moins un système de pension, bien que défaillant) sont essentiellement issus de la fonction publique, et notamment de l'armée. Mais les retraités, pas plus que la population pauvre en général, n'ont d'illusions à se faire. Si l'armée a pris le pouvoir au Gabon, ce n'est ni à cause de la corruption du régime, ni à cause du trucage trop évident de la dernière élection : elle avait réprimé les manifestations

après le scrutin truqué de 2016. Mais le régime d'Ali Bongo, dont le général putschiste Oligui Nguema, chef de la garde présidentielle, était le principal protecteur, était à bout de souffle. De quoi nourrir les ambitions du général et de ses acolytes, mais aussi les inciter à prendre les devants face à l'éventualité d'une nouvelle explosion de mécontentement populaire.

Derrière l'instabilité de ces régimes dictatoriaux et corrompus, étroitement liés à l'impérialisme français, à ses Bouygues, Bolloré, Total, Areva-Orano et autres, qui vient de se traduire par cette cascade de coups d'État, il y a, outre les ambitions personnelles de rivaux pour le pouvoir, l'aggravation de la situation sociale dans une Afrique dont la population explose (300 à 400 millions dans les années 1970 au lendemain des indépendances, 1,4 milliard aujourd'hui) : une population de plus en plus urbanisée - employés de bureaux, de mines, d'installations pétrolières ou de quelques industries, et donc plus en mesure de revendiquer - une population de jeunes qui ont été scolarisés avant de garnir pour beaucoup les rangs des diplômés-chômeurs. Des jeunes pour qui le monde n'a plus de secret, ni sa corruption d'ailleurs, qu'on

peut voir dénoncée sur les réseaux sociaux. La misère n'en est que plus insupportable, et les dessous des régimes en place comme du pillage de l'Afrique par les trusts des grandes puissances (la France en tête) que plus évidents.

Le premier de ces coups d'État, celui du Mali en août 2020, avait été précédé d'une vague de grèves et manifestations : grèves dans les mines d'or en 2018 pour l'embauche des jeunes de la région, grève de cinq mois dans les chemins de fer en 2019 pour les salaires non payés et contre les licenciements, grèves des enseignants l'année suivante, manifestations pour l'accès à l'eau et à l'électricité, et manifestations au printemps 2020 contre le régime corrompu d'Ibrahim Boubakar Keïta. Et les militaires de se faire applaudir pour avoir renversé celui-ci... en même temps qu'ils mettaient un terme à ces mouvements sociaux à travers l'illusion d'un changement de régime. Leur appel quelques mois tard aux milices Wagner laissait planer quelques nouvelles illusions, du moment qu'on se débarrassait de la présence militaire française : bon vent ! Trois ans plus tard, la mousse semble retombée. Les militaires français ne sont plus là, et tant mieux, même si le monde français des affaires y a encore ses billes. Mais à part ça, nous explique un travailleur malien de retour du pays après ses mois de congés, tout le monde aujourd'hui voit que les mêmes notables ou en-

grève à l'hiver 2018-2019 sous Idriss Déby puis de grandes manifestations en 2021 contre le coup de force de son fils pour s'arroger sa succession. Quant au Sénégal, ce modèle de démocratie, selon les chantages de la Françafrique, dans lequel le président Macky Sall vient de mettre en tôle son principal opposant, le régime a essuyé ces dernières années de nombreuses manifestations, contre la répression des opposants aussi bien que contre cette mainmise sur l'économie par la Banque de France que représente le franc CFA. De même au Soudan en 2019 - hors du pré carré français puisque dans une ancienne colonie britannique, c'était pour mettre fin à l'une des plus profondes révoltes sociales que les militaires putschistes (deux généraux rivaux faisant momentanément alliance) avaient renversé le dictateur Omar el-Bechir. Ils promettaient alors une transition civile, mais... pour plus tard, tout en s'empressant de mettre fin aux manifestations par une répression sanglante.

Oui l'Afrique bouge. Et elle ne bouge pas qu'à l'occasion de ces coups d'État militaires. Et quand, pour justifier les opérations militaires sur le continent (celles de l'armée française toujours, mais aussi depuis quelques années la réimplantation de bases militaires américaines, dont la principale au Niger) on nous parle du danger du terrorisme, de ces bandes armées qui sillonnent le Sahel, on oublie de dire que c'est la misère dans ce continent, si riche en ressources minières, qui est la principale cause de leur existence.

La Françafrique vacille. Même si ce sont pour l'instant les militaires (des généraux souvent formés dans les écoles d'officiers des grandes puissances, France, Royaume-Uni ou USA, pour maintenir l'ordre social dans leur pays) qui en profitent pour satisfaire leur propre fringale de pouvoir et marchander demain leurs services et les richesses de leurs pays aux mêmes grands trusts miniers ou pétrolier ou à d'autres (tant pis pour Total ou Areva-Orano !). Mais les travailleurs surexploités d'Afrique qui font grève, les manifestants qui se rassemblent ou coupent une route pour réclamer logement, eau ou électricité, les jeunes qui s'en prennent à une ambassade de France, ou conspuent leurs propres dirigeants, sont pour tous les exploités et grandes compagnies qui bâtissent leur fortune sur les richesses de l'Afrique un bien plus grand danger que ces militaires qui profitent des crises pour s'alterner au pouvoir. Et ils sont l'avenir !

PAR OLIVIER BELIN • 11/09/2023

À lire sur notre site Internet

CHILI 1973

Il y a cinquante ans, le 11 septembre 1973, le coup d'État sanglant du général Pinochet avait conduit à 17 ans de dictature. Les leçons, pour aujourd'hui encore, de ce qu'on présentait alors comme le modèle d'une gauche au pouvoir, de « l'Unité populaire », renversée par ses propres généraux.

LIRE NOTRE DOSSIER :

- Chronologie d'une course vers la catastrophe
- Les leçons du coup d'État du 11 septembre 1973
- Le rôle de l'extrême gauche, occasion manquée ou impasse stratégique ?

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/chili-la-chute-annoncee-de-lunite-populaire>



MAYOTTE

Bidonvilles détruits pour en chasser les habitants, expulsion des migrants, coupures d'eau, un colonialisme qui n'en finit pas.

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/mayotte-a-la-lumiere-de-loperation-wambushu-et-des-coups-deau-un-colonialisme-qui-nen-finit-pas>



UKRAINE

Retrouvez nos articles, débats et prises de position sur la guerre en Ukraine.

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/gerreukraine/>



Dernier article publié : *Guerre d'Ukraine, une catastrophe pour les peuples jouets et otages des grandes puissances*

FÉMINISME

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT

Nos corps, nos choix !

À l'heure où, un peu partout, le droit à l'avortement et plus généralement les droits des femmes sont remis en cause, frontalement ou insidieusement, la mobilisation du 28 septembre – dans le cadre de la journée internationale pour le droit à l'avortement – représentera quelque chose de très important. Pour toute la société. Il ne s'agit pas seulement de défendre le droit à l'IVG, mais aussi de lutter contre la casse de l'hôpital. Il ne s'agit pas seulement de savoir si les femmes pourront avorter ou non, mais si leur intégrité morale, physique, psychologique, sociale est respectée et prise en charge par toute la société. Ce combat-là doit être celui de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Ce qui importe n'est pas la qualité des débats dans une quelconque assemblée, mais celle du rapport de force que nous imposerons pour que « mon corps, mon choix » ne soit pas qu'un slogan, mais la réalité pour nous toutes !

////////////////////////////////////

Droit à l'avortement : où en est-on dans le monde ?

41 % des femmes dans le monde vivent dans des pays où le droit à l'avortement n'est pas reconnu ou très restreint, principalement en Afrique, en Amérique centrale et dans certains pays d'Asie. Selon l'OMS, 39 000 femmes meurent chaque année à cause d'avortements non sécurisés.

La lutte pour ce droit reste donc d'actualité. Dans quelques pays les femmes l'ont conquis récemment, comme au Mexique où la Cour suprême vient d'annoncer la dépenalisation de l'avortement, ou en Argentine où elle a été obtenue par une mobilisation d'ampleur, ou en Irlande. D'autres connaissent au contraire des reculs inquiétants. C'est le cas des États-Unis bien sûr, après l'annulation par la Cour suprême en 2022 de l'arrêt Roe v. Wade qui garantissait constitutionnellement ce droit. Depuis, quatorze États ont rendu l'avortement illégal !

Mais c'est aussi le cas de la Pologne où depuis janvier 2021 l'avortement n'est autorisé qu'en cas de viol ou de danger pour la vie de la mère. Cela équivaut presque à une interdiction complète : en 2019, seuls 26 cas d'avortements, pour 38 millions d'habitants, avaient relevé d'une de ces clauses !

Même quand l'avortement est légal, de nombreux obstacles existent, comme le coût élevé, les délais d'attente, l'exigence d'un consentement parental pour les mineures, ou conjugal pour les femmes mariées, la stigmatisation sociale, mais aussi la clause de conscience pour les médecins. N'existant que pour l'avortement, elle est présente dans tous les pays européens à l'exception de trois, la Suède, la Finlande et la Lituanie. En Italie, 71 % des médecins font jouer cette clause, ce qui entraîne entre 15 000 avortements clandestins

(selon le gouvernement) et 50 000 (selon des ONG).

Cette question du droit à disposer librement de son corps, du choix d'avoir un enfant ou pas, reste emblématique du statut des femmes dans la société, du poids des religions et autres idées réactionnaires, et des inégalités sociales. Pour des millions de femmes travailleuses ou pauvres, l'impossibilité ou la difficulté d'avoir recours à une contraception et à l'avortement sont des facteurs aggravants de leurs conditions de vie.

Nous appelons donc à participer aux manifestations qui auront lieu partout en France à l'occasion de la journée mondiale pour le droit à l'avortement du 28 septembre.

PAR LILIANE LAFARGUE
• 12/09/2023

Le droit à l'IVG : un combat permanent

Si, ces dernières années, les pratiques contraceptives ont évolué de façon significative – notamment depuis ce qu'on appelle « la crise de la pilule » de 2012 –, la majorité des femmes suit la norme contraceptive française, c'est-à-dire le schéma suivant : préservatif au commencement de la vie sexuelle, pilule lorsqu'une relation s'installe, dispositif intra-utérin (stérilet) après la ou les grossesses.

DES DISPOSITIFS QUI ÉCHAPPENT AU CONTRÔLE DES FEMMES

La charge mentale contraceptive repose aujourd'hui plus souvent sur les femmes : ces dernières restent majoritairement impliquées dans des rapports sociaux qui rendent pratiquement impossible le contournement de cette norme à l'échelle individuelle, en particulier au sein du couple hétérosexuel avec une possibilité limitée de négociation d'une répartition de cette charge. Cette norme française rend les femmes des classes populaires particulièrement dépendantes. Dépendantes d'une part de la prescription médicale, qui est en partie déterminée par l'accès aux professionnels médicaux, seuls habilités à effectuer ces prescriptions (médecins généralistes, gynécologues médicaux, obstétriciens, sages-femmes) ; et, d'autre part, de la production et de la délivrance effectuées par l'industrie pharmaceutique et conditionnées par la répartition territoriale des pharmacies.

>>



» LE DROIT À L'AVORTEMENT ET À LA CONTRACEPTION IMPACTÉ PAR LA CRISE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Ces services, qui devraient assurer une contraception effective pour les personnes concernées, sont aujourd'hui en crise. Les spécialistes dédiés au suivi gynécologique (et donc à la prescription et à la surveillance de l'observance) sont les gynécologues médicaux, professionnels qui ont vu leurs effectifs diminuer de 52,3 % en treize ans (de 2007 à 2020). Ce manque est en partie pris en charge par les médecins généralistes et les sages-femmes, mais il est nettement insuffisant pour garantir un accès à la contraception pour toutes. De plus, le nombre de pharmaciennes et pharmaciens diplômés tend à diminuer et l'implantation des pharmacies est très inégale (notamment dans la moitié nord du pays où elles sont en nombre insuffisant par rapport à la densité de population). Le monopole des firmes pharmaceutiques sur la production des médicaments leur confère un pouvoir total sur l'approvisionnement. On peut ici penser à la pénurie de misoprostol (médicament utilisé pour les IVG par voie orale) qui a touché Lille et l'Île-de-France en avril dernier à la suite d'un problème technique sur le seul site européen produisant cette molécule. Un autre frein à l'accès à la contraception concerne les centres de planification ou d'éducation familiale (planning familial), lieux de ressources notamment en termes de contraception, qui subissent de plus en plus d'attaques de l'extrême droite. Par exemple, le planning familial de la Gironde a été attaqué deux fois en deux semaines en février dernier. Par ailleurs, certains médecins refusent pour des raisons morales l'accès à certaines contraceptions, comme la ligature des trompes, encore très peu pratiquée en France hexagonale. Là où, dans les départements et territoires d'outre-mer, cette même méthode est vivement encouragée !



MANIFESTATION POUR LE DROIT À L'IVG. PARIS, SEPTEMBRE 2022 | HERMANN CLICK

DES MESURES INSTRUMENTALISÉES POUR NIER LA NÉCESSITÉ DE GARANTIR LE DROIT À L'IVG

Dans le cadre de la crise du coronavirus (ayant exacerbé les difficultés d'accès aux soins pour les travailleurs et travailleuses), un certain nombre d'avancées ont été accordées :

en 2021, la possibilité pour les sages-femmes de pratiquer l'IVG instrumentale de façon expérimentale (elles pouvaient déjà pratiquer l'IVG médicamenteuse depuis 2016) ; en février 2022, l'extension du délai légal de recours à l'IVG à quatorze semaines ; la gratuité des préservatifs pour les 18-25 ans depuis le 1^{er} janvier dernier... Toutes ces mesures, bien qu'allant dans le bon sens, ne compensent pas la fermeture des services de soins et la réduction du nombre de professionnelles disponibles. De plus, si la contraception est souvent présentée comme rempart à l'IVG, les faits contredisent ce récit : malgré l'arrivée et le développement de l'offre contraceptive, le nombre d'IVG pratiquées par an reste stable et au moins deux tiers des femmes y ayant recours chaque année sont sous contraceptif. Ces mesures d'ajustement minimal sont instrumentalisées pour nier la nécessité de garantir un accès à l'IVG pour toutes. Or, ce besoin ne disparaît pas avec l'usage de la contraception, ces deux dispositifs répondant à des besoins différents : la contraception diminue le risque de grossesses non désirées mais n'empêche pas leur survenue.

Au-delà des avancées juridiques et des mesurées, la lutte pour améliorer l'accès concret et matériel à la contraception et à l'IVG est primordiale. Il s'agit d'un élément déterminant pour la vie quotidienne des femmes travailleuses que le mouvement social doit prendre à bras le corps au même titre que l'ensemble des revendications concernant les conditions de travail. Le fait de ne pas pouvoir maîtriser ses grossesses fragilise davantage les femmes sur les plans économique, physique et psychologique.

PAR CLAIRE BROUSSI • 12/09/2023

1. <https://www.cairn.info/revue-population-et-societes-2014-5-page-1.htm>

2. De surcroît, au 1^{er} janvier 2020, douze départements de métropole n'avaient plus aucun gynécologue médical, soit cinq départements de plus qu'en 2018 (<https://www.senat.fr/questions/base/2021/qSEQ210824116.html>).

3. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281354>
<https://www.lalsace.fr/magazine-sante/2023/05/10/penuries-de-pilule-abortive-quelles-consequences-sur-les-avortements>

AVORTEMENT : NOS DIRIGEANTS JOUENT AUX CONS...TITUTIONS

Face à la montée des réactionnaires qui partout dans le monde remettent en question le droit à l'avortement, certains voudraient l'inscrire dans la Constitution. On comprend, bien sûr, l'envie de la part d'associations et de militantes et militants féministes de voir ce droit protégé dans un texte supposément plus pérenne qu'une simple loi. Le fait de reconnaître ce droit comme fondamental constituerait un progrès et ce serait le résultat des mobilisations féministes de ces dernières années, en France et dans le monde.

Mais les calculs politiques ne sont pas absents chez Macron et son gouvernement qui y voient l'occasion de poser à bon compte en défenseurs des droits des femmes, espérant faire oublier leur très sexiste réforme des retraites, l'absence de mesures réelles contre les violences sexistes et sexuelles, etc.

Et surtout, dans cette société capitaliste, quel peut être l'effet de la constitutionnalisation d'un droit ?

LA CONSTITUTION, UN BOUT DE PAPIER SUR LEQUEL S'ASSOIENT LES POLITI-CIENS BOURGEOIS

La Constitution de la V^e République a déjà effectivement, dans ses articles, des droits sociaux dignes d'une grande démocratie prenant soin de tous ses membres. On y retrouve pêle-mêle le devoir de la République d'offrir à chacun les conditions de son développement, à commencer par un logement et du travail, l'égalité entre hommes et femmes, la garantie pour toute personne de voir ses besoins assurés s'il est incapable de travailler car trop vieux ou trop malade, la protection des libertés syndicales et du droit de grève... Bref, heureusement que la Constitution est là pour nous épargner l'inégalité salariale, le

chômage de masse, la menace de devenir et rester sans-abri, une retraite de misère repoussée toujours plus tard et des allocations aux adultes handicapés trop misérables pour vivre décemment ; ou encore pour nous permettre de faire grève et manifester sans être gazés, tabassés ou arrêtés !

Les belles paroles démocratiques cachent cyniquement la froide réalité d'une dictature de la bourgeoisie prête à toutes les promesses mais qui se renie chaque fois que ses élans d'humanisme vont à l'encontre des intérêts de sa classe. Le droit à l'avortement est bien trop important pour qu'on se satisfasse de son ajout à une liste de promesses quotidiennement trahies.

UN DROIT POUR CELLES QUI Y ONT ACCÈS

Car aujourd'hui en France, ce n'est pas l'extrême droite qui est à la pointe de la mise en danger du droit à l'avortement. Bien sûr, ses campagnes réactionnaires pèsent dans le climat politique et laissent imaginer ce qu'elle fera de ce droit dès qu'elle sera au pouvoir - c'est-à-dire ce que fait partout l'extrême droite. Mais ceux qui dès à présent sapent le droit à l'IVG s'appellent Hollande, Macron et compagnie. Ce sont eux qui coupent les budgets des hôpitaux, en font fermer certains et suppriment les fonds accordés par exemple aux plannings familiaux. Or l'IVG est une course contre la montre : la France limite le droit à l'IVG à quatorze semaines après le début de la grossesse. Il faut parfois jusqu'à onze jours entre deux rendez-vous pour une procédure d'IVG, souvent avec de longs trajets, notamment dans les régions les plus rurales, et plus d'une fois sur six hors du département de résidence de la patiente. Entre 2007 et 2017, 45 établissements hospitaliers qui la pratiquaient ont fermé ; au total, 130 établissements sur les quinze dernières années. La situation de la maternité des Lilas est emblématique : connue pour son engagement féministe pour le droit à l'IVG et à des accouchements dans de bonnes conditions, elle est pourtant régulièrement menacée de fermeture et a déjà dû fermer un temps faute de moyens.

UNE LOI AU RABAIS

La loi sur l'IVG reste aujourd'hui le service minimum. Le délai a certes été allongé de douze à quatorze semaines de grossesse et les IVG chirurgicales peuvent désormais être réalisées par des sages-femmes. Ces progrès, exigés depuis longtemps par de nombreuses

Ceux qui dès à présent sapent le droit à l'IVG s'appellent Hollande, Macron et compagnie. Ce sont eux qui coupent les budgets des hôpitaux, en font fermer certains et suppriment les fonds accordés par exemple aux plannings familiaux.

associations et militants, sont aussi la conséquence du Covid, de nombreuses femmes ayant vu leurs délais d'attente reculer encore faute de médecins disponibles. Mais ce changement de la loi ne s'accompagne pas d'embauches massives de sages-femmes, déjà surchargées. Et encore faut-il que l'accès à la formation pour ces IVG soit vraiment garanti. De plus, la double clause de conscience, qui autorise les médecins à ne pas pratiquer d'avortement sous prétexte d'éthique, est maintenue. Or c'est l'un des freins principaux à l'accès à l'IVG, non parce que les médecins seraient particulièrement réacs mais parce que c'est une intervention qui ne rapporte rien ; pire, qui coûte cher aux hôpitaux. La tarification de l'IVG est très faible, donc sa pratique peu rentable, ce qui n'encourage pas les hôpitaux et les médecins à la pratiquer, lui préférant des actes mieux rémunérés.

Constitution ou pas, le problème est bien celui de faire respecter l'accès à l'avortement dans les meilleures conditions, partout dans le pays. La mobilisation dans la rue et dans des collectifs de défense de l'hôpital public, rassemblant travailleurs de la santé et usagers, est le moyen d'y parvenir.

MARINETTE WREN • 12/09/2023

AUTO PSA MULHOUSE : UNE RENTRÉE SOUS TENSION



CORRESPONDANT | MARS 2023

Depuis le retour des congés, les démissions d'intérimaires se multiplient du fait des bas salaires et des conditions de travail toujours plus insoutenables, à tel point qu'à plusieurs reprises, au montage, les chaînes n'ont pu démarrer qu'après plusieurs dizaines de minutes, tellement il y avait de postes non couverts.

Ça n'est bien sûr pas du goût de la direction, qui est l'unique responsable de cette situation et qui met la pression à la moindre seconde d'arrêt de ligne. Résultats : des chefs mis sur poste, des moniteurs ainsi que des intérimaires qui étaient sur d'autres postes en formation, avec comme conséquence un nombre toujours croissant de véhicules à retoucher qui s'entassent sans fin sur les parkings.

De même, c'est maintenant devenu la norme, le flux tendu est poussé à l'extrême. La moitié de l'année, nous sommes sous la menace d'annulation de séances de travail avec la mise en place d'un numéro vert qu'il faut appeler chaque jour pour savoir s'il faut venir travailler le lendemain, voire quelques heures plus tard. Pour le patronat, tout a un coût, y compris les stocks. Et comme ce sont les travailleurs, en tant que contribuables et en tant que salariés cotisants, qui payent les journées non travaillées, c'est tout bénéf pour lui. Au moindre problème d'approvisionnement chez un fournisseur, c'est chômé. Résultat : des salaires réduits pour les embauchés et c'est encore pire pour les intérimaires.

Il y a un an déjà, la direction avait mis des mois pour trouver et stabiliser son effectif d'intérimaires (1 500, dont 1 200 sur le montage), qui viennent pour beaucoup d'Afghanistan,

du Soudan, d'Ukraine, du nord de la France et, bien sûr, des quartiers les plus populaires de Mulhouse. Car déjà à ce moment-là, du fait des cadences et des payes rognées par des successions d'annulations de séances, certains quittaient l'usine après quelques jours, voire quelques heures seulement.

Désormais, les travailleurs ont droit aux appels téléphoniques des agences d'intérim pour leur dire qu'il y aura « zéro tolérance pour l'absentéisme »... Mais la pénurie de personnel est telle que des intérimaires voient leur contrat prolongé indépendamment du nombre de retards, d'absences ou de sanctions.

Objet de colère également ces dernières semaines, en plus des cadences infernales et de la canicule, l'application de l'« overtime », un rallongement d'horaire quasi quotidien, qui se traduit par une augmentation du temps de travail en tournée d'après-midi ou par une réduction du temps de pause repas en tournée du matin. À plusieurs reprises depuis la rentrée, la direction a dû reculer sur ces rallongements d'horaires face à la menace de grève de secteurs entiers, y compris des intérimaires qui s'étaient déjà fait entendre sur les salaires il y a quelques mois dans de nombreux sites du groupe.

Des jours chômés, d'autres rallongés, des conditions de travail déplorables, face au mépris grandissant de la direction, de plus en plus de travailleurs prennent conscience qu'il n'y a que le rapport de force pour se faire respecter.

CORRESPONDANT • 12/09/2023

ÉDUCATION NATIONALE UNE RENTRÉE SCOLAIRE SOUS LE SIGNE DE LA PÉNURIE : DES ENSEIGNANTS RÉAGISSENT

Alors que, selon une enquête du Snes, il manque des postes non pourvus dans au moins 60 % des établissements du secondaire, Gabriel Attal a choisi de faire sa première rentrée sur l'interdiction de l'abaya, se situant dans la fuite en avant réactionnaire du gouvernement, qui cherche à s'attirer les bonnes grâces de l'électorat de droite et d'extrême droite tout en divisant la classe ouvrière et en la détournant des questions sociales.

Mais les gesticulations gouvernementales ne changent rien à la situation réelle dans les établissements. On pourra lire sur notre site les manques constatés dans les établissements de Caen, dans le Calvados. Et, comme dans le reste de la société, l'opération enfumage du gouvernement se heurte à la réalité de la colère grandissante. Dès le mercredi 6 septembre, sur le seul département du 93, on dénombrait une quinzaine d'établissements mobilisés par des grèves ou des droits de retrait. Comme le scandent les grévistes du lycée Utrillo de Stains : « Plus de moyens pour nos écoles ! Moins de stigmatisation pour nos élèves ! »

LA GRÈVE AU LYCÉE UTRILLO DE STAINS (93)

La liste des revendications est longue et s'allonge chaque année : pas de psychologue, pas d'infirmière, manque d'un poste de CPE, baisse du nombre de surveillants, passage de

24 à 30 élèves en lycée professionnel, perte de 60 heures pour le lycée général et technologique, en plus des manques de professeurs non remplacés malgré la promesse présidentielle.

À cela s'ajoute l'état déplorable du lycée (fenêtres cassées et trop fragiles, WC élèves cassés et jamais réparés, peu d'isolation, etc.) et la note de service sur l'abaya, contre-feu du gouvernement, dont l'application va retomber sur les équipes de vie scolaire. Cette liste faite à la rentrée était tellement prévisible que l'alerte avait déjà été donnée en juin au rectorat et à la direction.

Rien n'a été fait, alors que le lycée Utrillo, à Stains, en Seine-Saint-Denis, est situé dans une zone de « politique de la ville » comme le dit désormais pudiquement le ministère pour parler des zones défavorisées qui devraient au contraire bénéficier de moyens supplémentaires, et dont l'indice de position sociale est entre 74 et 79, pour une moyenne

nationale autour de 100 et une valeur autour de 140 pour les meilleurs établissements¹.

La grève a commencé le mercredi 6 septembre. Elle continue au moment où sort ce journal pour au moins une partie des surveillants et CPE. Les quelques jours de grève ont déjà permis de récupérer un demi-poste de CPE.

Une réunion pour discuter des futures actions avec les parents aura lieu mardi 12 septembre. Mercredi 13, un rassemblement est prévu devant le ministère de l'Éducation nationale à 15 heures.

CORRESPONDANTE • 12/09/2023

1. L'indice de position sociale (IPS) est un indice ministériel supposé mesurer la situation sociale des élèves face à l'apprentissage. Plus l'indice est élevé, plus l'élève évolue dans un contexte familial favorable aux apprentissages.

INDUSTRIE VALDUNES : LA COLÈRE OUVRIÈRE GRONDE

Vendredi 1^{er} septembre, la fumée noire d'un feu de palettes est visible dans tout le Valenciennois. Sur cette terre de métallurgistes, de nombreux ouvriers se sont donné rendez-vous à l'appel de la CGT devant l'usine Valdunes de Trith-Saint-Léger qui fabrique des roues et des essieux pour trains. Les ouvriers de Valdunes sont nombreux, ils viennent du site de Trith-Saint-Léger qui usine les pièces, mais aussi de l'usine proche de Dunkerque qui forge le métal.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Les 350 ouvriers des deux usines de Valdunes sont inquiets de voir leur site fermer après que le principal actionnaire chinois a annoncé se retirer à la fin de l'année. Le groupe de métallurgie chinois MA Steel a racheté Valdunes en 2014, avec l'objectif d'acquiescer les brevets et le savoir-faire, avant de se désengager aujourd'hui. La colère est mille fois légitime contre ces grands groupes capitalistes qui jouent avec la vie des travailleurs. D'autant que l'État français a arrosé de subventions MA Steel sans jamais exiger quoi que ce soit en contrepartie. Depuis 2018, l'entreprise a touché 2,6 millions d'euros de CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), la mal-nommée aide pour l'emploi, alors que, dans le même temps, elle supprimait 150 postes.

L'IMPASSE DU PROJET INDUSTRIEL

Devant l'usine où quelque 300 ouvriers sont rassemblés, Sophie Binet prend la pa-

>>



GRÉVISTES DU LYCÉE UTRILLO DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT, PARIS, SEPTEMBRE 2023 | PAGE "LYCÉE UTRILLO 93 EN LUTTE"



CORRESPONDANT | SEPTEMBRE 2023

>> rôle. Pour la la secrétaire nationale de la CGT, il faut mettre en avant un bon projet industriel en prouvant que Valdunes est une entreprise rentable et trouver un bon repreneur. L'arme ultime dégainée en cas d'échec, c'est la nationalisation de l'entreprise par l'État. Mais ces deux solutions proposées par les hautes sphères de la CGT sont des impasses. Les travailleurs savent bien que la valse des repreneurs est avant tout un prétexte pour les patrons qui viennent se servir, prennent les subventions et partent après avoir pillé tout ce dont ils avaient besoin. C'est l'ADN même des capitalistes, qu'ils soient français, allemands ou chinois, de maximiser leurs profits en supprimant des emplois. Quant à la nationalisation, les ouvriers du Valenciennois n'ont pas oublié les grands plans de restructuration de la sidérurgie des années 1980 dans le Nord et en Lorraine : après les nationalisations de 1982 censées protéger les emplois, l'État avait lui-même, en tant que patron, supprimé des dizaines de milliers d'emplois au nom de la compétitivité.

PAS DE FERMETURE D'USINE, PAS UN LICENCIEMENT !

Que ce soit face à MA Steel, à un nouveau repreneur ou à l'État, les travailleurs devront imposer qu'aucun emploi ne soit supprimé dans les deux usines de Valdunes. En faisant payer ceux qui se sont gavés sur le travail des ouvriers pendant des années, à commencer par l'actionnaire chinois multimilliardaire. Pour cet objectif, les travailleurs ne pourront compter que sur leur propre force et en aucun cas sur les belles promesses d'un politicien ou d'un repreneur.

Depuis le lundi 4 septembre, plusieurs dizaines d'ouvriers de Valdunes sont en grève reconductible et tiennent un piquet quotidien devant l'usine. Le combat est rude mais les grévistes présents se serrent les coudes et la camaraderie donne de la force. Une force qui pourrait être décuplée si ces travailleurs trouvent les moyens de s'adresser aux dizaines de milliers d'ouvriers de la métallurgie dans la région en faisant craindre une extension de la lutte.

CORRESPONDANTS • 12/09/2023

Répression patronale et gouvernementale : on fait face !

La convocation le 6 septembre dernier à la gendarmerie de Sébastien Menesplier, secrétaire de la fédération CGT Mines Énergie, pour des actions menées lors du mouvement des retraites en témoigne : l'acharnement répressif du patronat et du gouvernement se renforce. Il élargit son assiette : peuvent être visés des militants des mouvements sociaux comme les Gilets jaunes ou, plus récemment, des Soulèvements de la Terre, jusqu'à des syndicalistes combattifs « de la base », comme récemment à Disneyland et dans bien d'autres entreprises... Mais aussi, désormais, des représentants syndicaux connus. Personne n'est donc à l'abri : voilà le signal donné par la procédure qui vise Sébastien Menesplier.

Mais cette dérive autoritaire suscite des réactions significatives, comme l'a mon-

tré la réussite du rassemblement du 6 septembre dernier (trois cents personnes). La conscience qu'il va falloir répondre de manière conjointe aux attaques tous azimuts du gouvernement et à la brutalité meurtrière de la police fait aussi son chemin. Des victoires sont possibles lorsqu'à l'acharnement répressif répondent la détermination et la volonté de se regrouper, comme le montre le cas de Djaffar Razkallah, secrétaire de la CGT TUI France qui vient, avec sept autres camarades, d'obtenir un non-lieu dans une affaire commanditée en haut lieu¹.

CORRESPONDANT • 12/09/2023

1. Voir son interview sur notre site Internet. <https://nouveaupartiantcapitaliste.fr/interviewtui/>



HÔPITAL

UN SERVICE D'URGENCE SUR DEUX FERMÉ CET ÉTÉ ET UN GOUVERNEMENT QUI DEVRAIT FERMER SA G*****

Cet été a été marqué par une crise sans précédent des urgences, dépassant celle de 2022. D'après une étude du Samu, au moins 163 établissements de santé ont dû fermer ponctuellement leur service d'urgence faute de travailleurs durant l'été, et plus d'un service sur deux a connu un fonctionnement perturbé menant au moins à une fermeture. En effet, les services d'urgence qui ont tenu ont été souvent contraints de contenir leur activité à la seule gestion des urgences vitales.

Dans les autres services, il a fallu travailler dans des hôpitaux peu adaptés à des températures extérieures dépassant (comme chaque été) les 30 degrés et dont les systèmes de climatisation sont souvent défectueux ou mal entretenus, quand ils existent ! Le père d'un enfant hospitalisé à Bordeaux a investi lui-même dans une climatisation pour la chambre de son fils qui dépassait les 37 degrés, des soignants mettaient des pains de glace sous leur blouse pour espérer se rafraîchir. On se doute que les enfants de ministre ne vont pas dans ces chambres.

Face à la situation, le gouvernement refuse de mettre les moyens nécessaires pour seulement entretenir les infrastructures, mais aussi pour mieux rémunérer les per-

sonnels, ce qui, soit dit en passant, permettrait d'embaucher. Pire encore, alors que 10 000 lits ont été fermés depuis 2020, il cherche, à l'occasion de la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2024, à toujours faire des économies. Des économies qui touchent les travailleuses et travailleurs de la santé qui n'obtiennent pas de revalorisation salariale conséquente, mais aussi les patients. Après l'injuste « forfait urgence », il s'agit maintenant d'augmenter le « reste à payer » des médicaments remboursés, des consultations médicales et des actes paramédicaux comme les soins infirmiers et les séances de kiné. Tant mieux pour les mutuelles et le règne du fric pour ceux qui en ont...

PAR EMMA MARTIN ET CELIAN OSWALD • 11/09/2023

À l'hôpital public, compenser l'inflation en bossant pire

Le gouvernement annonce des « augmentations » dans la santé en évoquant 1,1 milliard d'euros pour le travail de nuit. Toute amélioration effective des rémunérations est évidemment bienvenue ! Cela étant, comme depuis des années, celles-ci restent parcellaires et ne concernent pas tous les professionnels : elles sont cantonnées au travail de nuit (+ 25 % par rapport au tarif de jour), aux jours fériés et aux dimanches (+ 20 % par rapport au tarif actuel). Le gouvernement a estimé que, pour une infirmière à mi-carrière, cela correspondrait à 300 euros de plus par mois, si elle fait des nuits. Ces mesures annoncées comme de véritables avancées par le gouvernement doivent encore être discutées lors du vote des budgets de l'hôpital public en octobre, rien n'est donc vraiment garanti. Il faut aussi prendre en compte l'effet de l'inflation qui culmine à plus de 5 % : ces augmentations sont d'ores et déjà grignotées par la hausse des prix. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé mi-août vouloir effectuer 15 milliards d'économies en réduisant notamment les dépenses de santé, un jeu à somme nulle donc, dans lequel on économise d'un côté pour donner de l'autre.

Une partie du personnel soignant gagnera un peu plus à condition de travailler dans des conditions plus contraignantes et plus dures, par exemple de nuit ou les dimanches et jours fériés, précisément là où peu de monde souhaite bosser. 500 euros net d'augmentation de salaire pour toutes et tous sont nécessaires !

>> SUR NOTRE SITE INTERNET

Plus d'articles et de brèves des premières lignes à lire : www.nouveaupartiantcapitaliste.fr



Les Rencontres d'été révolutionnaires du NPA : un succès politique et militant

Le pari était ambitieux : monter en quelques mois, au milieu d'une mobilisation inédite et au sortir d'un congrès de division, une rencontre militante abordable en terme de prix, et avec des contenus et un accueil de qualité. Cela sonnait comme une folie lors des réunions du mois de mars. Et pourtant, nous avons été cinq cents à échanger à Barbaste (Lot-et-Garonne) du 26 au 30 août, dans plusieurs langues et avec des camarades de plusieurs continents,

UN PROGRAMME ACCESSIBLE MAIS EXIGEANT

Les journées étaient bien remplies et, même si la participation était libre, les présentations et les débats ont été suivis par des assistances nourries. Une journée type proposait une plage le matin et deux l'après-midi avec sept présentations simultanées, et des temps de pause pour prolonger les discussions ou apprendre à se connaître. Ces séances de formation, de discussion étaient entrecoupées de plénières, de débats et bien sûr de moments de détente, de culture et de fête. Plusieurs parcours ont irrigué nos moments d'échanges parfois contradictoires, souvent convergents : de la guerre en Ukraine aux questions de programme, des formes d'organisations des travailleurs aux transformations contemporaines du capitalisme,



MEETING D'OUVERTURE DES RER.
BARBASTE, AOÛT 2023 | HERMANN CLICK

sans oublier les problèmes d'articulation entre les oppressions, les discriminations et l'exploitation. Il était évident pour chacun et chacune que nous ouvrons un chantier.

Mais, si les transformations de l'économie chinoise ont mérité notre attention, nous n'en n'avons pas négligé pour autant les aspects pratiques du militantisme, avec des ateliers d'initiation à l'économie marxiste ou de découverte de l'histoire du mouvement ouvrier, des ateliers pour apprendre à s'exprimer en public, intervenir en entreprise, utiliser les réseaux sociaux à bon escient...

UN CHOIX DE CLASSE : LA SOLIDARITÉ

Les présentations étaient assurées par des militants afin d'assurer une qualité tout en restant accessibles. Les tâches étaient mutualisées, l'équipe restauration était militante et a assuré des prestations de qualité. Et pour faciliter la venue des camarades en difficulté financière, les comités ont rivalisé d'imagination pour vendre des boissons lors de concerts, organiser des cagnottes, afin que l'inflation ne soit pas un frein à la révolution et que la participation financière soit une préoccupation politique basée sur un prix conscient. Cette démarche nous a permis d'arriver à l'équilibre financier : voilà qui est de bon augure pour la suite !

UN CHOIX DE CLASSE : L'IMPLANTATION

Un part importante de nos rencontres révolutionnaires a tourné autour des tâches pour construire un courant révolutionnaire dans les entreprises et les quartiers. Se préparer aux discussions dans le milieu d'entreprise qui vont des arguments pour démonter les errances complotistes, au travail syndical selon les révolutionnaires, et nos différences avec la gestion bureaucratique, de l'organisation de petits conflits aux luttes plus amples. Apprendre des expériences d'implantation de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire, de leurs succès et de leurs limites. Éditer une presse d'entreprise, profiter des rencontres d'été pour faire des réunions informelles de branche, lister nos échecs, apprendre des approches d'autres équipes, s'organiser contre la répression patronale, les préjugés sexistes et racistes... Nous avons participé à de vrais ateliers pratiques ! Ici pas de recette toute faite, il faut inventer des solutions, confronter avec minutie des expériences, sortir de la routine, et à la fin une grande envie de partager à la rentrée tout

POUR CELLES ET CEUX QUI N'ONT PAS PU ÊTRE LÀ, UNE BONNE PARTIE DE CES TOPOS EST DISPONIBLE EN LIGNE !

Le format, qui allait de petits ateliers à une vingtaine à des plénières de plusieurs centaines, permettait l'implication, la diversité des échanges, en favorisant dans la mesure du possible l'intervention de chacun et, en premier lieu, des nouvelles et des nouveaux. Car la bonne surprise c'est que dès que l'on dépassait les 30 ans, on se sentait vieux au milieu d'une jeune assistance !

Chaîne youtube du NPA :
Révolutionnaires

www.youtube.com/@Revolutionnaires_journal



L'INTERNATIONALISME ET LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Des camarades sont venus de Grèce, des États-Unis, d'Italie, d'Allemagne, d'Argentine, du Maghreb, de l'État espagnol pour faire des présentations sur la situation sociale, la montée de l'extrême droite, la gauche au pouvoir, et pour partager leurs expériences militantes. Les traductions simultanées en castillan, anglais et allemand ont permis aux militants étrangers et aux participants de s'emparer de toutes les discussions et les problèmes. Ainsi, lors de la plénière de

clôture, nous avons fait le choix d'écouter les expériences de petites organisations face à des grands problèmes : affronter le nationalisme, construire des ponts entre des équipes révolutionnaires pour l'instant séparées, s'implanter dans la classe ouvrière et la jeunesse, où tenter de faire entendre une voix alternative dans le contre-sommet de Grenade à la fin du mois de septembre.

Mais il s'agissait aussi de faire revivre la tradition des échanges entre révolutionnaires avec les camarades de Révolution permanente et l'organisation communiste révolutionnaire Lutte ouvrière. Avec les premiers, nous avons échangé sur le bilan du NPA, les défis en suspens de la lutte contre la réforme des retraites, et nos différences importantes sur le type de parti que nous voulions. Avec les camarades de LO, la discussion s'est centrée sur la guerre en Ukraine et les tâches des révolutionnaires. Une discussion angulaire mais nécessaire, car, au-delà de divergences profondes sur le rôle réactionnaire de l'impérialisme russe, nous avons mesuré de chaque côté les responsabilités qui nous attendent.

Un succès à prolonger et à améliorer !

PAR SABINE BELTRAND ET MINA LEE

• 12/09/2023

Camp d'été du RSO en Brandebourg

Fin juillet, ce sont près de 70 personnes qui se sont retrouvées en Brandebourg (Allemagne) au camp d'été de l'Organisation révolutionnaire socialiste (RSO), organisation allemande liée au courant l'Étincelle du NPA. Des militants, militantes, sympathisants et sympathisantes d'Allemagne, d'Autriche et de France, ainsi que quelques camarades anglais, ont débattu autour de sujets aussi divers que l'intelligence artificielle, la guerre en Ukraine, le militantisme révolutionnaire sur le lieu de travail... mais aussi profité des quelques éclaircies de la météo est-allemande pour des sorties en canoë ou des matchs de volley !

Des camarades de la GAM - de la Ligue pour une V^e Internationale - et de RIO, lié à Révolution permanente en France, ont participé aux trois premiers jours « d'université d'été ». Une participation en nette hausse depuis ces dernières années et des discussions entre différents courants révolutionnaires qui ne font que confirmer que, en Allemagne aussi, les échanges et activités communes sont précieuses pour affronter une situation inédite, mais aussi une politisation de la jeunesse et d'une partie de la classe ouvrière. À l'été prochain !



CORRESPONDANT | BRANDEBOURG, JUILLET 2023

CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL, POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS : URGENCE RÉVOLUTION !

Les chefs d'États et de gouvernements de l'Union européenne et de la Communauté politique européenne vont se réunir à Grenade (Andalousie) les 5 et 6 octobre prochains, alors que l'Union européenne est sous présidence de l'État espagnol. La présence d'Erdoğan, qui poursuit une politique ultra-répressive contre tous ses opposants, notamment kurdes, ainsi que contre les migrants, constitue un véritable symbole. Quant à l'invitation faite à Zelensky, ce n'est certainement pas par souci du peuple ukrainien. Les capitalistes européens visent à augmenter leurs profits, que ce soit en livrant toujours plus d'armes ou en cherchant à accaparer des parts du marché de la « reconstruction », et à prendre l'avantage dans leur concurrence impérialiste avec le régime de Poutine.

Inflation, guerres et extrême droite : voilà l'Europe que construisent les capitalistes ! Un collectif unitaire s'est constitué sur place pour s'opposer à l'Europe du capital qui détruit nos vies et la planète.

Cette Europe n'a pas de problèmes à unifier ses politiques anti-sociales et à faire payer la course aux profits aux travailleurs et travailleuses, notamment au travers d'une inflation galopante : les prix de l'alimentation ont augmenté de 11,7% en juin. Ce sont ces politiques anti-sociales et racistes qui font progresser l'extrême droite.

Leur Europe du capital c'est aussi celle du racisme criminel qui laisse mourir des migrants et migrantes tous les jours à ses frontières : ce sont 5684 morts depuis 2021 sur les routes migratoires.

En finir avec le pouvoir des capitalistes, ouvrir les frontières : c'est ça, l'urgence de la révolution.

ILS S'ORGANISENT AU NIVEAU INTERNATIONAL : FRAPPONS ENSEMBLE !

L'organisation révolutionnaire de l'État espagnol IZAR (Izquierda Anticapitalista Revolucionaria)¹, avec laquelle le NPA a des liens politiques, participe pleinement au collectif unitaire sur place² et aux initiatives du contre-sommet. Une manifestation est organisée le samedi 30 septembre à Grenade (Andalousie) et vise à faire converger tous ceux et toutes celles qui refusent l'Europe des capitalistes ! Le contre-sommet de Grenade est une action internationaliste qui permettra de nouer des liens militants entre organisations de différents pays : les travailleurs et travailleuses du monde entier n'ont pas de patrie ! Le NPA y sera pour exprimer notre refus de l'Europe du capital et notre perspective d'une Europe des travailleurs et des travailleuses. Un meeting internationaliste se tiendra le vendredi 29 septembre³ en présence notamment de IZAR pour l'État espagnol, de l'OKDE Spartakos pour la Grèce et du NPA.

1. <https://izarrevolucion.com/>

2. Le collectif unitaire regroupe des syndicats comme la CGT, des partis comme le PCE et Podemos, des collectifs ou organisations écologistes comme Greenpeace, Friday for future, Extinction Rebellion et des collectifs de retraités...

3. Lien du programme complet du contre-sommet : <https://docs.google.com/document/d/1keMb8-h--SNbVGTnQxZzSFQ-tom-Z-RIM/mobilebasic>



TOUTES ET TOUS AU CONTRE-SOMMET DE GRENADE !

Le NPA organise des départs depuis Paris ! Des places sont disponibles à un tarif préférentiel et cela jusqu'au dimanche 17 septembre inclus : 100 euros aller/retour en avion pour les jeunes et les précaires et 150 euros aller/retour pour les travailleurs et travailleuses.

Pour s'inscrire envoyer un mail à l'adresse suivante : inscription-contresommet@nouveupartianticapitaliste.fr

Départ jeudi 28 septembre en début de soirée et retour le dimanche 1^{er} octobre en début d'après-midi. N'hésitez pas à vous inscrire ! Participer au contre-sommet de Grenade c'est exprimer activement notre perspective d'une Europe des travailleurs et travailleuses et une nouvelle étape dans la construction de liens internationaux entre organisations révolutionnaires à l'échelle européenne !

Laurine Roux
L'autre moitié
du monde



LITTÉRATURE

L'autre moitié du monde

Dans l'Espagne des années 1930, la marquise Dona Serena et son mari, général monarchiste, règnent d'une main despotique sur le delta de l'Ebre, exploitant sans vergogne les paysans. Leur fils, Carlos, dégénéré et pervers, passe son temps à abuser sexuellement des domestiques employées au château.

Mais dans cette Espagne arriérée, sous le joug de propriétaires terriens féodaux associés à la puissante Église catholique, la colère gronde, et bientôt, les premières révoltes pour l'émancipation sociale éclatent.

C'est dans ce contexte que grandit Toya, jeune ado un peu farouche. Sa mère, Pilar, la cuisinière du château, est régulièrement victime des sévices de Carlos ; son père, Juan, travaille dans les rizières. Un jour, un nouvel instituteur, Horacio, arrive dans le village. Il tient un langage nouveau, parle de syndicats,

de lutte contre l'exploitation... Rapidement, la révolte sociale qui grandit dans le pays arrive dans la région, et les paysans font l'expérience de la lutte collective et de la possibilité de se débarrasser de l'oppression.

L'écriture de Laurine Roux, qui a remporté pour ce roman le prix Orange du Livre 2022, est pleine de sensualité et de poésie. À travers sa plume, sans angélisme, on ressent les joies, les peurs, les espoirs et les inquiétudes de ces paysans qui se soulèvent. On découvre l'expérience de la collectivisation des terres, de cette fierté retrouvée des exploités et des opprimés, mais aussi les trahisons de ces dirigeants du mouvement ouvrier, socialistes comme anarchistes, qui se sont attachés au cadavre de la bourgeoisie. Un beau roman.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 12/09/2023

Laurine Roux, *L'autre moitié du monde*, édition Folio (Gallimard), 256 pages – 18 euros

ALEXANDRE
GEFEN
VIVRE AVEC
CHATGPT

Séduire, penser, créer,
se cultiver, s'enrichir...
L'intelligence artificielle
aura-t-elle réponse à tout ?

LITTÉRATURE

Vivre avec ChatGPT

Qu'est-ce que ChatGPT ? Comment fonctionne-t-il ? Connait-il tout sur tout ? Peut-il penser ? A-t-il une morale ? Et qui profitera-t-il ?

Il y a bientôt un an, l'intelligence artificielle de rédaction de texte ChatGPT, capable de produire des textes apparemment pertinents sur n'importe quel sujet, faisait sensation. Dans un livre très accessible et passionnant, Alexandre Gefen aborde les grandes questions que posent l'apparition et le perfectionnement fulgurants des IA rédactionnelles. L'auteur étudie les modèles linguistiques automatiques depuis presque dix ans.

À travers une succession de courts chapitres thématiques, dans un style qui mêle références érudites, réflexions pointues et légèreté pédagogique des extraits de textes produits par ChatGPT, il explore les potentialités, les limites, les enjeux sociaux et philosophiques que soulève le programme. On apprend les bases de son fonctionnement, fondé sur des prédictions probabilistes à par-

tir d'un gigantesque corpus de textes, mais aussi sur le travail beaucoup plus discret de dizaines de milliers de petites mains payées au lance-pierre et filtrant les retours acceptables (d'après les patrons de l'entreprise), et notamment le contenu illégal, insoutenable ou subversif. On y explore les impacts que la diffusion de ce type d'outils aura dans nos vies en termes de créativité, d'accès à la connaissance ou d'augmentation de la productivité pour certaines tâches intellectuelles intermédiaires. Et donc, en marché capitaliste, de suppressions d'emplois. Car tout cela se passe au sein de la compétition économique entre les multinationales de la Silicon Valley, où l'appétit du profit se drape dans des rêves d'un capitalisme techno-futuriste parfois un peu cauchemardesque. Sans donner jamais vraiment de réponse tranchée à toutes les questions qu'il pose, l'auteur réussit à montrer toute l'ambiguïté de l'invention. De quoi nourrir des réflexions très politiques !

PAR GASPARD JANINE • 12/09/2023

Alexandre Gefen, *Vivre avec ChatGPT*, éditions de l'Observatoire, mai 2023, 190 pages – 18 euros

JEUNESSE **Le gouvernement ne nous fera pas marcher au pas !**

Trois mois après les émeutes qui ont secoué les quartiers populaires dans la foulée du mouvement contre la réforme des retraites, la jeunesse est confrontée à une offensive réactionnaire du gouvernement, qui a mal digéré de voir sa police contestée et mise en difficulté en pleine séquence « d'apaisement ». La colère n'a pas disparu et les souvenirs de lutte restent bien chauds dans les esprits.

LA RÉPRESSION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE POUR ÉTOUFFER LA RÉVOLTE ?

Le 1^{er} septembre, la justice a prononcé un non-lieu pour les trois gendarmes impliqués dans la mort d'Adama Traoré. Cette décision est un exemple de plus de l'impunité que la justice accorde à cette police raciste, y compris quand elle tue.

Cette même justice de classe n'a pas tremblé pour infliger de très lourdes peines aux jeunes des quartiers populaires qui avaient participé (ou étaient accusés d'avoir participé) aux émeutes de juin : 3 400 arrestations, 95 % de condamnations dont 600 peines de prison ! Un jeune a été condamné à dix mois de prison ferme pour avoir ramassé une canette. La seule parole policière a suffi.

LES PROVOCATIONS RACISTES POUR DIVISER ?

Macron et Darmanin réalisent le programme de Le Pen ou Zemmour en s'attaquant aux familles des jeunes révoltés, par des expulsions d'HLM comme dans le Val-d'Oise ou en menaçant de couper certaines aides sociales. En interdisant les abayas, le gouvernement cherche à déplacer la colère sociale des jeunes de quartiers populaires

sur le terrain religieux. Comme des milliers d'étudiants pionniers et de lycéens, nous refusons d'appliquer cette provocation raciste qui humilie les jeunes filles sur la base de la couleur de peau ou de leur patronyme. Le combat nécessaire contre les pressions des intégristes sur la jeunesse n'a rien à voir avec des mesures de ce genre, qui ne peuvent que renforcer les replis communautaires.

LE GARDE-À-VOUS POUR EMBRIGADER ?

Le « parti de l'ordre » macroniste et ses amis de droite extrême rivalisent de propositions autoritaires et réactionnaires : criminalisation des occupations lors des grèves universitaires, instauration d'uniformes scolaires, généralisation obligatoire du SNU. On ne marchera pas au pas !

L'INFLATION POUR AFFAMER ?

La fondation Abbé Pierre alerte sur les expulsions d'étudiants de leurs logements universitaires. Il devient plus compliqué d'obtenir de l'aide auprès de sa famille et le recours désormais systématique aux petits boulots n'est pas toujours suffisant. Les jeunes, scolarisés ou non, grossissent les files des banques alimentaires, les vols de produits de première nécessité ne cessent de s'accroître.

NOTRE RÉVOLTE EST DÉCOUPLÉE !

Les jeunes sont nombreux à se souvenir chaleureusement des mobilisations des derniers mois, ils y ont fait l'expérience de luttes collectives. « À quand les prochaines ? » Bonne question ! Le NPA Jeunes sera dans la rue aux côtés des sans-facs le 19 septembre, pour la défense de l'IVG le 28 septembre et avec les travailleurs pour une journée de grève interprofessionnelle le 13 octobre.

Le NPA Jeunes et le NPA appellent aussi évidemment à rejoindre les manifestations du 23 septembre contre les violences policières et le racisme, sans aucune illusion sur les possibilités de réformer la police : pas de justice, pas de paix !

PAR LE BUREAU DU SECTEUR JEUNES (LE BSJ) • 12/09/2023

SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ **Facs ouvertes aux enfants d'ouvriers !**

295 000 sur 935 000 candidats : c'est le nombre de jeunes qui à l'issue de la campagne Parcoursup 2022 n'ont eu aucune affectation (voir *Révolutionnaires* n° 4). Cette sélection frappe en premier lieu les enfants de travailleurs et issus de l'immigration. Pour toutes ces raisons, le NPA appelle à rejoindre la journée du 19 septembre à l'initiative du Collectif des sans-facs Île-de-France en lien avec les organisations de jeunesse.

PAR LE BSJ • 12/09/2023

SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

Web npa-jeunes.org
Facebook | Twitter | Instagram
[@npa_jeunes](https://www.instagram.com/npa_jeunes)



ABONNEZ-VOUS
POUR 12 NUMÉROS..... 24€
..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT
Envoyez un mail à abonnement@nouveau-parti-anticapitaliste.fr
PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

CONTACTEZ-NOUS

.....
courrier.des.lecteurs@nouveau-parti-anticapitaliste.fr